

LA SANTÉ

L'ASSURANCE-SANTÉ—L'ADJONCTION DES SOINS DENTAIRES AU RÉGIME—LES PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les-Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme suite au nombre croissant de requêtes provenant d'organismes locaux et professionnels visant à étendre l'assurance-santé aux soins dentaires aux enfants, le ministre voudrait-il informer les provinces que le gouvernement fédéral est disposé à prendre le décret en conseil qu'il faudra à cet effet?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je ne peux souscrire à la thèse du député selon laquelle les provinces ou quelques-unes d'entre elles insistent sur un programme de soins dentaires. J'estime que les priorités varient suivant les provinces. Certaines d'entre elles jugent que l'extension de l'assurance-santé aux produits pharmaceutiques est plus importante que les soins dentaires. D'autres réclament, en premier lieu, un personnel paramédical. Je ne crois pas qu'un accord général se fasse jour entre les provinces au sujet des soins dentaires comme tels.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, je suis d'accord pour dire avec le ministre qu'il n'existe pas toujours une identité de vue entre les provinces eu égard aux priorités qu'elles ont établies. Puis-je lui demander quelle est la priorité du gouvernement fédéral qui fera l'objet de la prochaine mesure en vue d'établir un programme complet d'assurance santé? Estime-t-il sérieusement que les soins dentaires aux enfants sont prioritaires?

• (1220)

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, de fait les soins dentaires ont beaucoup d'importance pour le gouvernement. Mais pour répondre de façon précise à la question de savoir exactement si nous en sommes arrivés à une décision en ce qui a trait aux priorités je dirais que non, nous n'avons pas pris officiellement une telle décision mais nous l'envisageons actuellement.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LA RENTRÉE APRÈS PÂQUES ET LA VISITE DU PRÉSIDENT NIXON

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Monsieur l'Orateur, peut-être pourrais-je poser autrement la question du député de Huron au leader du gouvernement à la Chambre. Que nous revenions ou non le 10 avril de notre congé de Pâques, peut-il nous assurer que nous serons de retour pour la visite mémorable du président afin de nous permettre d'y participer de quelque façon?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Oui, monsieur l'Orateur, la motion portera probablement sur notre retour jeudi, jour où commence la visite du président.

M. Bell: Le leader du gouvernement à la Chambre se rend-il compte que si nous ne sommes pas de retour et si nous n'avons pas l'occasion de nous joindre aux manifestations on pourrait accuser le gouvernement de manigances politiques avec le président à la veille des élections?

[M. l'Orateur.]

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le peuple ne le croirait pas du tout.

L'hon. M. Hees: Il le croit déjà.

* * *

L'AGRICULTURE

LA CONVERSION DE CERTAINES CULTURES—LES PRÉVISIONS POUR 1972

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Étant donné que nous sommes à la veille d'une autre campagne agricole et que depuis deux ans le gouvernement a envoyé des missions composées de hauts fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce dans divers pays pour faire l'étude des marchés pour de nouveaux produits, nous dirait-il s'il est maintenant disposé à recommander aux agriculteurs, surtout ceux de l'Est, la conversion ou la plantation de nouvelles cultures, propres à alléger quelque peu le fardeau économique qu'ils ont à subir?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne sais pas sur le bout du doigt ce qu'il en est de cultures nouvelles que nous n'avons pas essayées jusqu'ici. Cependant, voici deux semaines environ, il y a eu un rapport mis à jour et concernant une conférence de prospection et les producteurs se verront communiquer ce prospectus mis à jour qui donne une idée de ce que pourrait être la demande pour différentes denrées en 1972.

M. Danforth: Je voudrais savoir si, compte tenu de toutes les recherches qui ont été faites, du rapport du groupe d'étude et des réunions des groupes intéressés aux diverses denrées, le ministère de l'Agriculture ne peut recommander aux cultivateurs la culture de nouveaux produits ou de nouvelles mesures relatives à la culture de nouveaux produits.

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, ces recherches ont débouché sur de nouvelles variétés et autres choses du genre. Quant à savoir si un type de produit ou de récolte tout à fait nouveau sera adopté, je ne pense pas pouvoir dire qu'il y a pour certains d'entre eux un marché commercial et viable, bien que plusieurs d'entre eux fassent actuellement l'objet d'expériences destinées à déterminer la réaction du marché.

* * *

LES PÊCHES

L'INCIDENT IMPLIQUANT UN NAVIRE RUSSE—DEMANDE D'UNE DÉCLARATION

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Pêches son secrétaire parlementaire pourrait peut-être prendre préavis de ma question. Le ministre serait-il disposé à faire une déclaration à la Chambre ou au moins à donner une réponse circonstanciée au sujet d'un incident qui s'est produit récemment entre un navire russe et un navire de surveillance des pêches canadien au large du littoral oriental du Canada, lorsque les fonctionnaires canadiens, voulant s'entretenir avec les Russes de leurs pratiques de pêche